

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
ET DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

MAI 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

TABLE DES MATIÈRES

1.	Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2016-2017 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; – les détails de ces ententes; – les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2.	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017: a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés ; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe: d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);

	g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
5.	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6.	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.
7.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un <u>ministère ou un organisme</u>, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions; Par le ou les <u>cabinets ministériels</u> en 2016-2017, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

9.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
12.	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : – la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.
13.	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau;

	c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. au Québec; II. à l'extérieur du Québec.
14.	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
15.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); – le coût moyen par employé, selon la classe de travail. f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

	l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions); n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o) le nombre d'employés permanents et temporaires; p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes; r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
16.	Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : a) le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18.	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

20.	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21.	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2017-2018.
23.	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2017-2018; c) par catégorie d'âge.
24.	Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
25.	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.
26.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
27.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
28.	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
29.	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site;

	d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
30.	Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
31.	Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
33.	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.
34.	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35.	La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
36.	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.
37.	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.
38.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.

39.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
41.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43.	Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44.	Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
45.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47.	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48.	Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
49.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50.	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
51.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
52.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
53.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

54.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56.	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
57.	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.
58.	Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. <u>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</u> Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.
59.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres), et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
60.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : a) la masse salariale; b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
61.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
62.	Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; a) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2017-2018.

63.	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
64.	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
65.	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2017-2018

Question 1

- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 :
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - H les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ENDROITS	DATES	TITRE DE LA MISSION	PRINCIPALES PERSONNES RENCONTRÉES	Coût	NOMS
Paris, France	6 au 8 juin 2016	Participation à la conférence internationale sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de la radicalisation violente	Représentantes et représentants de l'Organisation internationale de la Francophonie	1 618 \$ 2 093 \$ Note : le MRIF a supporté une partie des frais de M. Lamalice, soit 1 225 \$.	Julie Miville-Dechéne, présidente Olivier Lamalice, chercheur
Paris, France	11 au 15 juin 2016	Rencontres dans le cadre de la Commission permanente de coopération France-Québec	Représentantes et représentants du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes et du Centre Hubertine-Auclert	1 469 \$ Note : Les frais d'avion (873 \$) ont été inclus dans le coût du voyage précédent. 1 969 \$	Julie Miville-Dechéne, présidente Hélène Charron, directrice de la recherche et de l'analyse par intérim

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2017-2018

Question **1**

Suite

Réponse :

ENDROITS	DATES	TITRE DE LA MISSION	PRINCIPALES PERSONNES RENCONTRÉES	Coût	NOMS
Ottawa, Canada	1 ^{er} et 2 août 2016	Participation à diverses rencontres dans le cadre des futures fonctions de la présidente (déléguée du Québec à l'UNESCO)	Représentantes et représentants d'organisations gouvernementales	179 \$	Julie Miville-Dechéne, présidente
Ottawa, Canada	21 au 23 septembre 2016	Participation au colloque international « ARTivismes lesbiens à l'ère de la mondialisation »	Chercheuses et chercheurs universitaires	767 \$	Andrée-Anne Lacasse, chercheure
Ottawa, Canada	25 au 27 septembre 2016	Participation à la réunion annuelle des conseils consultatifs sur les statuts de la femme	La ministre de la Condition féminine du Canada, et les présidentes des conseils consultatifs sur les statuts de la femme du Canada	754 \$ 683 \$	Eva Ottawa, présidente Liliane Côté, conseillère stratégique
Abidjan, Afrique	6 au 11 février 2017	Participation à la Réunion périodique des ministres africains en charge du Genre et de la Femme dans les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).	Experts gouvernementaux et ministres du Genre et de la Femme membres de la CEDEAO	2 424 \$ Note : la CEDEAO a assumé les frais d'hébergement et de repas qui ne sont pas inclus dans le montant ci-dessus.	Liliane Côté, conseillère stratégique

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, par. 18).

Question 2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

La présidente du Conseil du statut de la femme n'a pas effectué de voyage en avion ou en hélicoptère au Québec au cours de cette période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 17).

Renseignements généraux

Étude des crédits 2017-2018

Question 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

FOURNISSEUR	COÛT	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI
Facebook (publicités)	1 531 \$	N/A	N/A

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet, et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien à l'Assemblée nationale.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 24).

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2017-2018

Question 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	MODE D'OCTROI	FOURNISSEUR	Coût
Tournée de conférences (9 conférences)	La tournée « Sexe, égalité et consentement » visait à changer les mentalités en sensibilisant les jeunes de différents cégeps à l'importance d'une sexualité égalitaire et engager la discussion sur la culture du viol, le consentement, l'exploitation et les agressions sexuelles.	Contrat négocié	Marilyse Hamelin (conférencière) Disques 7 ^e ciel – Koriass (conférencier)	10 140 \$
Conférence de presse	Lancement de la recherche <i>L'engagement des femmes dans la radicalisation violente</i> le 27 octobre 2016.	Contrat négocié	Tribune de la presse parlementaire du Québec	100 \$
Conférence de presse	Lancement de l'avis <i>L'égalité entre les sexes en milieu scolaire</i> le 7 décembre 2016.	Contrat négocié	Université Laval	713 \$
Lancement	Lancement de la brochure <i>À la rencontre des femmes autochtones du Québec</i> .	Contrat négocié	Les Productions Feux Sacrés	871 \$

Question 5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Organisé par une firme externe

FOURNISSEURS	BUT VISÉ	Coût
Fernandez Communications	Formation de porte-parole en studio (3 personnes)	3 600 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 par. 22 et 23).

Question 6

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
b) le but visé par chaque dépense;
c) la nature de la formation;
d) les personnes concernées.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'est pas concerné par cette question.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 par. 22 et 23).

Renseignements généraux

Étude des crédits 2017-2018

Question 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Coût	MODE D'OCTROI
Bachelard, Estelle	Production d'illustrations pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 750 \$	Contrat négocié
Bayard, Chantal	Rédaction de billets blogues féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 200 \$	Contrat négocié
Beaulieu, Annick	Réalisation de capsules vidéo « Parlons de l'égalité »	1 400 \$	Contrat négocié
Bla bla rédaction	Révision linguistique d'articles de la <i>Gazette des femmes</i> et de divers documents	4 365 \$	Contrat négocié
Bourdillon, Rémy	Rédaction d'articles et photographies pour la <i>Gazette des femmes</i>	875 \$	Contrat négocié
Cadrin, Hélène	Soutien concernant l'analyse de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	1 800 \$	Contrat négocié
Caouette, Nancy	Rédaction d'articles et photographies pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 025 \$	Contrat négocié
Champagne, Sarah	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 400 \$	Contrat négocié
CNW Telbec	Diffusion de communiqués de presse	1 552 \$	Contrat négocié

Question 7

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Coût	MODE D'OCTROI
Communication Demo	Production de la revue de presse, service de veille des médias électroniques et répertoire de médias	12 531 \$	Contrat négocié
Consultants C.P.L.D., S.A.	Accompagnement en coaching	2 370 \$	Contrat négocié
Copies de la Capitale inc.	Impression du résumé de l'avis « Égalité entre les sexes en milieu scolaire »	1 016 \$	Sur invitation
Copies de la Capitale inc.	Impression de divers documents	1 153 \$	Contrat négocié
Copiexpress enr. (2418-4863 Québec inc.)	Impression de la recherche et du résumé « L'engagement des femmes dans la radicalisation violente »	2 120 \$	Sur invitation
Corbeil, Raphaëlle	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	4 000 \$	Contrat négocié
CPU Service	Service de soutien bureautique	1 120 \$	Contrat négocié
Daguzan Bernier, Myriam	Rédaction de billets de blogues féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	800 \$	Contrat négocié
Deschamps impression inc.	Impression de la brochure « Féminisme, nom commun cause commune »	1 357 \$	Sur invitation
Deschamps impression inc.	Impression du document « Portrait des Québécoises en 8 temps »	1 908 \$	Sur invitation
Disques 7 ^{ième} ciel	Honoraires pour deux conférences de la tournée « Sexe, égalité et consentement »	4 000 \$	Contrat négocié
Dumais, Hélène	Révision linguistique de divers documents	3 715 \$	Contrat négocié
Dussault, Andrée-Marie	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 600 \$	Contrat négocié
Euromart Corporation	Services de réaménagement de bureaux et de réparation pour les locaux du Conseil	1 956 \$	Contrat négocié
Fernandez Communication	Formation de porte-parole en studio pour trois personnes	3 600 \$	Contrat négocié
Fig. Communication graphique	Conception de la grille graphique et réalisation de l'infographie et de la mise en page d'une publication illustrée	1 535 \$	Contrat négocié
Fleuri, Johann	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	800 \$	Contrat négocié
Galarneau, France	Révision linguistique de divers documents	1 103 \$	Contrat négocié

Question 7

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Coût	MODE D'OCTROI
Geadah, Yolande	Rédaction d'un article sur les violences basées sur l'honneur publié dans les <i>Cahiers de PV</i>	1 000 \$	Contrat négocié
Grégoire-Gauthier, Annie	Conférences sur les inégalités de sexe en milieu scolaire	1 200 \$	Contrat négocié
Grenier, Véronique	Rédaction de billets de blogues féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	400 \$	Contrat négocié
Hamelin, Marilyse	Honoraires pour plusieurs conférences de la tournée « Sexe, égalité et consentement »	6 140 \$	Contrat négocié
Hamelin, Marilyse	Rédaction d'un guide d'animation sur la tournée « Sexe, égalité et consentement »	1 200 \$	Contrat négocié
Hamelin, Marilyse	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 920 \$	Contrat négocié
Hayeur, Caroline	Réalisation de photographies pour la publication « À la rencontre des femmes autochtones du Québec »	3 750 \$	Contrat négocié
Huntzinger, Damien	Production d'un style bibliographique personnalisé pour EndNote et réalisation de deux formations	1 500 \$	Contrat négocié
Imprimerie provinciale	Impression de la brochure « Féminisme, nom commun cause commune »	2 340 \$	Sur invitation
Imprimerie sociale	Impression de la brochure « À la rencontre des femmes autochtones du Québec »	2 671 \$	Sur invitation
Lamontagne-Drolet, Catherine	Production d'illustrations pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 500 \$	Contrat négocié
Lanctôt, Aurélie	Rédaction de billets blogues féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 400 \$	Contrat négocié
Larivière, Widia	Consultations en lien avec les travaux à mener sur les femmes autochtones et réalisation d'une formation sur le féminisme autochtone	1 200 \$	Contrat négocié
Litho Chic	Impression de la publication « À la rencontre des femmes autochtones du Québec »	4 895 \$	Sur invitation
Marcotte, Sophie	Révision linguistique pour la <i>Gazette des femmes</i>	4 704 \$	Contrat négocié
Marcotte, Sophie	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	9 208 \$	Contrat négocié
Mercier, Hélène	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 600 \$	Contrat négocié

Question **7**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Coût	MODE D'OCTROI
Millot, Pascale	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 720 \$	Contrat négocié
Miss Illustration	Réalisation d'illustrations pour la brochure « Féminisme, nom commun cause commune »	3 500 \$	Contrat négocié
Navarro, Pascale	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 280 \$	Contrat négocié
Numériqca	Impression de pochettes de presse	938 \$	Sur invitation
Numériqca	Impression de l'avis « Égalité entre les sexes en milieu scolaire »	2 816 \$	Sur invitation
Roussel, Annellyne	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 760 \$	Contrat négocié
Schoenborn, Mélina	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 280 \$	Contrat négocié
Services de transcription Janie Babin	Transcription d'entrevues dans le cadre d'un projet de recherche	3 507 \$	Contrat négocié
Souissi, Takwa	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 600 \$	Contrat négocié
St-Jacques, Sylvie	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	800 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella	Soutien technique et entretien du réseau et des serveurs	6 000 \$	Contrat négocié
Urbania studios de création	Conception graphique de bannières publicitaires Web	2 000 \$	Contrat négocié
Valdivia Hinojosa, Fernando Abiel	Support technique en lien avec le développement Web	8 450 \$	Contrat négocié
Verville, Marie-Hélène	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	4 320 \$	Contrat négocié
Williams, Andreane	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	800 \$	Contrat négocié
Willmot, Rod	Traduction de différents documents	2 808 \$	Contrat négocié
Willmot, Rod	Traduction du résumé et de la recherche « L'engagement des femmes dans la radicalisation violente »	9 925 \$	Contrat négocié

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Le Conseil du statut de la femme n'a pas octroyé de contrats en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics au cours de cette période.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Le Conseil du statut de la femme n'a pas réalisé d'appels d'offres publics au cours de cette période.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

Question 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 7.

Question 11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017:

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Le Conseil du statut de la femme n'a initié aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ au cours de cette période.

Question 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Photocopie	2 886 \$
Mobilier de bureau, ameublement, décoration et embellissement	2 015 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas au Québec	12 004 \$
Frais d'alcool et de fêtes (événement soulignant le départ de Julie Miville-Dechêne; le Conseil n'a engagé aucune dépense d'alcool)	848 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec (frais d'inscription et de déplacement)	16 530 \$
Congrès, colloques et perfectionnement à l'extérieur du Québec (frais d'inscription et de déplacement)	767 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2017-2018

Question 14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés	6
Nombre d'ordinateurs portables, d'iPad et ou d'autre type de tablette électronique	16
Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
Nombre de minutes utilisées	Pool
Nom des fournisseurs	Rogers
Coûts d'acquisition des appareils	0 \$
Coût d'utilisation des appareils (autres frais de services)	150 \$
Coût des contrats de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autres types de téléphones intelligents	2 550 \$
Coût des frais d'itinérance	260 \$
Coûts de résiliation	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien à l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 25).

Question 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

Réponse :

a et b) Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Question 15

Suite

Réponse :

Au 31 mars 2017

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF				FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans																
35 ans et plus	2		2	100	1	100	1	100								
Total	2		2	100	1	100	1	100								
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans	5		5	33	5	38										
35 ans et plus	10		10	67	8	62	2	100								
Total	15		15	100	13	100	2	100								
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	1		1	11	1	11										
35 ans et plus	7	1	8	89	8	89										
Total	8	1	9	100	9	100										
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans																
35 ans et plus																
Total																
Total par groupe d'âge :																
Moins de 35 ans	6		6	23	6	27										
35 ans et plus	19	1	20	77	16	73	3	100								
Total	25	1	26*	100	22	100	3	100								

* Excluant la présidente de l'organisme.

Question 15

Suite

Réponse :

c) Nombre de jours de maladie pris par le personnel

Au 31 mars 2017

CATÉGORIE D'EMPLOI	
Encadrement supérieur et juridique	5,5
Personnel professionnel	113,5
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	84
Personnel ouvrier	
Total	203

d) Nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

Au 31 mars 2017

CATÉGORIE	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Encadrement supérieur et juridique		1	1		N/D
Personnel professionnel	6	7	2		N/D
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	6	3			N/D
Personnel ouvrier					
Total	12	11	3		N/D

Question 15

Suite

Réponse :

e) Nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires

Au 31 mars 2017

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
Encadrement supérieur et juridique				
Personnel professionnel	192,75	159,46	352,21	958,69 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	9,5	13	22,5	87,01 \$
Personnel ouvrier				
Total	202,25	172,46	374,71	1 045,70 \$

f) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel

Au 31 mars 2017

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
Encadrement supérieur et juridique	1		1	5,5	15		1		4			5	32,5
Personnel professionnel	1,5	3	40	42,5	110,5	3,5	5,5	2,5	15	14	3	4,5	245,5
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	0,5	11	23	27	86,5	7	11	2	10,5	14	2	3	197,5
Personnel ouvrier													
Total	3	14	64	75	212	10,5	17,5	4,5	29,5	28	5	12,5	475,5

Question 15

Suite

Réponse :

g) Nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

Au 31 mars 2017

CATÉGORIE	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Encadrement supérieur et juridique	1				N/D
Personnel professionnel	12	2			N/D
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	6	1	1		N/D
Personnel ouvrier					
Total	19	3	1		N/D

h) Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Nombre et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Question 15

Suite

Réponse :

j) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

État des effectifs réguliers au 31 mars 2017

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
Saguenay–Lac-Saint-Jean						
Capitale-Nationale	2	14	6	2		24
Abitibi-Témiscamingue		1				1
Total	2	15	6	2		25

* Excluant la présidente de l'organisme.

k) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

	2016-2017
Expert	2
Émérite	

l) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

	2016-2017
Traitement supérieur	4

Question 15

Suite

Réponse :

m) Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

Nombre de postes au 31 mars 2017

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
Capitale-Nationale	2	14	7	2		25
Abitibi-Témiscamingue		1				1
Total	2	15	7	2		26

* Excluant la présidente de l'organisme.

n) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) Nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes

Le Conseil du statut de la femme n'a aboli aucun poste en 2016-2017.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 16	Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : a) le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019, et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
---------------------------	--

Réponse :

a) Nombre de départs à la retraite en 2016-2017

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Le Plan de gestion des ressources humaines ne s'appliquait pas pour l'exercice financier 2016-2017.

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats, et ce, en date du 31 mars 2017

Le Conseil du statut de la femme a engagé une personne retraitée en 2016-2017.

Question 17

- Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	SUPERFICIE	COÛT ANNUEL	COÛT DE RÉAMÉNAGEMENT	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
800, place d'Youville, bureau 300, Québec	1 080 m ³	272 350 \$	614 \$	Le bail se renouvelle annuellement	Euromart Corporation Locateur : Société québécoise des infrastructures

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 27).

Question **18**

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

La présidente du Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun déménagement, aménagement ou rénovation dans l'espace occupé au cours de cette période.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2017-2018
Question 19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; - g la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 20

Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Le Conseil du statut de la femme n'a pas eu de personnel hors structure au cours de cette période.

Question 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
a) le poste initial;
b) le salaire;
c) le poste actuel, s'il y a lieu;
d) la date de la mise en disponibilité;
e) les prévisions pour 2017-2018.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **23**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2017-2018;
- c) par catégorie d'âge.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 24

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Le Conseil du statut de la femme n'a pas aboli de poste dans un bureau régional au cours de cette période.

Question 25	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.
-------------	--

Réponse :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 15 j).

Question 26

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Un membre du personnel rémunéré par le Conseil du statut de la femme est affecté à un autre ministère ou organisme.

Nom de la personne	Poste occupé	Salaire annuel	Assignation initiale et actuelle	Date de début de l'assignation hors structure	Date de fin de l'assignation
Mireille Gagnon	Coordonnatrice	76 293 \$	Femmessor Abitibi-Témiscamingue	22 décembre 2016	22 juin 2017

Question 27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :
a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;
Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
Communication DÉMO	5 464 \$	Revue de presse des médias électroniques
Communication DÉMO	7 589 \$	Revue de presse des médias écrits - numérisée
CNW Telbec	1 552 \$	Diffusion de communiqués de presse et répertoire de médias
Courrier international	110 \$	Courrier international
Ebsco	94 \$	Cahiers du genre
Ebsco	91 \$	Nouvelles questions féministes
Ebsco	137 \$	Travail genre et société
Érudit	117 \$	Recherches féministes - GREMF
Inanna bookmark	38 \$	Canadian Woman Studies
IREF	24 \$	Féminétudes
Journal de Québec	197 \$	Journal de Québec
L'actualité	45 \$	L'actualité
Le Devoir	215 \$	Le Devoir
Le Soleil	208 \$	Le Soleil
Nouvelles	121 \$	Nouvelles/News/L'autre genre d'info
RIBG - CSPQ	3 483 \$	Réseau des bibliothèques gouvernementales / PortFolio
Wilson & Lafleur	75 \$	Code civil du Québec
Wilson & Lafleur	75 \$	Code criminel
Wilson & Lafleur	75 \$	Code de procédure civile
Wilson & Lafleur	75 \$	Lois du travail

Question 28	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
-------------	---

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Le Conseil du statut de la femme n’a acheté aucun billet de saison, n’a réservé aucune loge et n’a payé aucuns frais pour devenir membre d’un club privé au cours de cette période.

Question 29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.csf.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	iXmédia (2009-2010)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	27 900 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	672 \$ annuellement (site Internet hébergé sur un serveur de la firme OVH). L'entretien et les mises à jour sont effectués par le personnel du Conseil. La responsabilité de la production et de la diffusion du contenu du site incombe à la Direction des communications et de l'administration du Conseil.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	0 \$. Le personnel du Conseil effectue de manière constante divers travaux d'amélioration et de bonification de son site Internet dans le but d'en assurer le dynamisme.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR	Les mises à jour sont effectuées de manière continue (selon les types d'information et de documents à publier). La fréquence est soit quotidienne, hebdomadaire, bimensuelle ou ponctuelle.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE	Le personnel du Conseil.

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.gazettedesfemmes.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Marie-Jacques Rouleau, consultante en communications interactives pour la phase 1 (2011) et par des ressources internes du Conseil pour la phase 2.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	26 865 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Intégré au coût d'hébergement du site Web du Conseil (voir plus haut). Utilisation de la plateforme WordPress, logiciel libre de droits. Entretien et mises à jour effectués par des ressources internes.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	0 \$. Le personnel du Conseil effectue de manière constante divers travaux d'amélioration et de bonification du site Internet dans le but d'en assurer le dynamisme.

Question 29	Suite
--------------------	-------

Réponse :

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.gazettedesfemmes.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR	Les mises à jour sont effectuées de manière continue (selon les articles journalistiques et les capsules vidéo à publier). La fréquence est soit quotidienne, hebdomadaire, bimensuelle ou ponctuelle.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE	Le personnel du Conseil.

Question **30**

Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Réponse :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 7.

Question **31**

Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucune dépense pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles au cours de cette période.

Question 32

- Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 :
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

Question **33**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Réponse :

Veuillez vous référer aux réponses des questions 1 et 2.

Question 34	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 35

La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 36	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **37**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.

Réponse :

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

Question 38

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 39	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
-------------	---

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun montant du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement au cours de cette période.

Question 40	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
-------------	---

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Bonis versés en 2016-2017, mais octroyés pour l'année 2015-2016 :

Deux membres du personnel professionnel : 4 254 \$.

Question 41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
-------------	--

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Catégorie d'emploi	Montant	Type de prime
Fonctionnaire	1 291 \$	Au terme d'un contrat occasionnel, paiement du total des vacances.

Question 42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 43

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question 44	Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
-----------------------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 45

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Le Conseil du statut de la femme n’a formé aucun comité au cours de cette période.

Question 46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
-------------	--

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 47	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 48

Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 49

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 50	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

Question 51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévision pour 2017-2018.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

Question **52**

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Question **53**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Question 54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert) pour tous les ministères et organismes.

Question 55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

Question 56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question 57

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice, et ce, pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Question **58**

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

Réponse :

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Question 59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres), et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) Le Conseil du statut de la femme a estimé ses activités en ressources informationnelles à 194 800 \$ pour l'année 2016-2017.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- e) Veuillez vous référer à la réponse de la question 11.

Question **60**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- a) la masse salariale;
- b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- b) Le Conseil du statut de la femme n'a versé aucune indemnité de retraite au cours de cette période.

Question 61	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 62

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2017-2018.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 63	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
-------------	---

Réponse :

L'information sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

Question 64

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **65**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Le Conseil du statut de la femme n'a payé aucune cotisation professionnelle au cours de cette période.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

TABLE DES MATIÈRES

69.	Concernant le bureau de la présidence du CSF : a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents; b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre; c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements; d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.
70.	Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2016-2017.
71.	Liste de l'effectif du CSF, ventilé par région pour les trois dernières années. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
72.	Organigramme du CSF en date du 31 mars 2017.
73.	Liste de tous les mandats confiés au CSF pour 2016-2017.
74.	Fournir, pour 2016-2017, la liste des documents produits suivants : a) avis; b) mémoires; c) études; d) communications publiques; e) statistiques.
75.	Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2016-2017.
76.	Liste des tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.
77.	Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Question **69**

Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
 b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
 c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
 d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017**a) Nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents**

Les présidentes du Conseil du statut de la femme ont participé, au Québec et à l'extérieur du Québec, à 45 rencontres, pour un montant de 4 183 \$.

b) Liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre

Cette information est confidentielle, car il s'agit de renseignements personnels en vertu des articles 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

c) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements

Concernant les frais de voyage hors Québec, veuillez vous référer à la réponse de la question 1.

Frais de déplacement au Québec (incluant les frais de repas)	7 643 \$
Frais de représentation (dépenses de fonction)	824 \$

d) Liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents

ÉVÉNEMENTS	PARTICIPANTES	COÛTS (INSCRIPTION ET DÉPLACEMENT)
Séminaire sur les droits fondamentaux des juges de la Cour du Québec (18-04-2016)	Julie Miville-Dechéne	7 \$
Conférence internationale sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de la radicalisation violente (06-06-2016 au 08-06-2016)	Julie Miville-Dechéne Olivier Lamalice	2 115 \$ 2 093 \$
Colloque « Femmes en finance, femmes en action » (13-09-2016)	Eva Ottawa Liliane Côté	135 \$
Congrès provincial de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (22-09-2016 au 24-09-2016)	Eva Ottawa Liliane Côté	100 \$
Forum « Avocats sans frontières Canada – Transition et réconciliation : construire demain » (01-10-2016)	Eva Ottawa	150 \$
Conférence « Internet et la radicalisation des jeunes : prévenir, agir et vivre ensemble » (31-10-2016)	Eva Ottawa	32 \$
Journée de réflexion dans le cadre du 20 ^e anniversaire de la Loi sur l'équité salariale organisée par la Confédération des syndicats nationaux (21-11-2016)	Eva Ottawa Liliane Côté	82 \$
Congrès de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (28-11-2016)	Eva Ottawa Liliane Côté	123 \$

Question 70	Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2016-2017.
-------------	---

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 71	Liste de l'effectif du CSF, ventilé par région pour les trois dernières années. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
--------------------	---

Réponse :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 15 j).

Question 72	Organigramme du CSF en date du 31 mars 2017.
-------------	--

Réponse :

Veuillez vous référer au site Internet du Conseil du statut de la femme.

Question 73	Copie de tous les mandats confiés au CSF pour 2016-2017.
--------------------	--

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme ne s’est pas vu confier de mandat de la ministre responsable de la Condition féminine.

Question **74**

Fournir, pour 2016-2017, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Au cours de cette période, le Conseil du statut de la femme a produit les documents suivants :

- Avis – L'égalité entre les sexes en milieu scolaire
- Résumé et recommandations – L'égalité entre les sexes en milieu scolaire
- Questionnaire – Votre enseignement favorise-t-il l'égalité?
- Recherche – L'engagement des femmes dans la radicalisation violente (versions française et anglaise)
- Résumé – L'engagement des femmes dans la radicalisation violente (versions française et anglaise)
- Mémoire – Les femmes et la retraite : perspectives pour elles du projet de réforme du Régime de rentes du Québec
- Mémoire – Violence contre les jeunes femmes et les filles
- Lettre-commentaires à la Commission des institutions – Projet de loi n° 113, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements
- Lettre-commentaires au président de la Commission des finances publiques, M. Raymond Bernier – Projet de loi n° 108, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics
- Lettre-commentaires à la secrétaire de la Commission des relations avec les citoyens, M^{me} Anne-Marie Larochelle – Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion
- Lettre-commentaires au ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Gaétan Barrette – Accès aux soins de santé périnataux des femmes migrantes
- Lettre-commentaires à la ministre de la Justice, M^{me} Stéphanie Vallée – Projet de loi n° 62, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État
- Lettre-commentaires au sous-ministre adjoint aux Aînés, M. Christian Barrette – Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2017-2022
- Commentaires – Avis d'intention du gouvernement du Canada en matière de procréation assistée
- Document d'information – Féminisme : nom commun, cause commune
- Document d'information – Portrait des Québécoises en 8 temps – Édition 2016
- Document d'information – Entrepreneuriat féminin autochtone : portrait des obstacles, des facteurs facilitants et des mesures de soutien spécifiques
- Document d'information – À la rencontre des femmes autochtones du Québec (versions française et anglaise)
- Capsules vidéo – Parlons de l'égalité
- Portrait statistique Égalité femmes-hommes : Ensemble du Québec
- Faits saillants et comparaisons régionales – Portrait statistique Égalité femmes-hommes : Ensemble du Québec
- Portrait statistique Égalité femmes-hommes : CRE de la Baie-James

Question **75**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2016-2017.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé au sein des comités suivants en 2016-2017 :

- Comité de réflexion sur les femmes pompières;
- Comité directeur de la Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, Savoirs et Sociétés, Université Laval;
- Comité de suivi Actions concertées (FRQSC-SCF) : Étude sur la progression/rétention des femmes dans les professions masculines;
- Table des partenaires femmes et politique municipale;
- Comité-conseil sur l'élaboration de l'indice de l'égalité entre les femmes et les hommes, sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

Question 76	Liste de tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.
--------------------	--

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2017-2018

Question **77**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Colloque « Cégépiens, radicalisations et vivre ensemble »	Collège Rosemont	1	Montréal	344 \$
84 ^e édition du Congrès de l'Association francophone pour le savoir	Association francophone pour le savoir	1	Montréal	587 \$
Colloque « Gère ta carrière! »	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	1	Québec	100 \$
Université féministe d'été (3 passeports de formation)	Université féministe d'été	7	Québec	975 \$
Événement soulignant le 50 ^e anniversaire de la Fédération des femmes du Québec	Fédération des femmes du Québec	2	Québec	40 \$
Conférence « L'action internationale du Québec, au service du citoyen »	Société des relations internationales de Québec	1	Québec	75 \$
Formation « Se préparer aux épreuves d'évaluation : pour une performance à la hauteur de ses compétences »	École nationale d'administration publique	1	Québec	280 \$
Formation sur le logiciel EndNote (style bibliographique personnalisé)	Damien Huntzinger	8	Québec	1 500 \$
XX ^e Congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française	Association internationale des sociologues de langue française	1	Montréal	877 \$
Forum mondial de l'économie sociale	Forum mondial de l'économie sociale	1	Montréal	373 \$
Colloque « Femmes en finance, femmes en action... parce que oser c'est gagner »	Cercle Finance du Québec	2	Québec	135 \$
Colloque « Artivismes lesbiens à l'ère de la mondialisation »	Université d'Ottawa	1	Ottawa	767 \$

Question **77**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
50 ^e congrès provincial de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale	Association féminine d'éducation et d'action sociale	3	Drummondville	150 \$
« Le revenu minimum garanti : une mesure de lutte contre la pauvreté? »	Soirées Relations	2	Québec	10 \$
Forum « Transition et réconciliation : construire demain »	Avocats sans frontières Canada	1	Québec	150 \$
Gala Saturne	Fédération des agricultrices du Québec	1	Victoriaville	70 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader (frais de report du module 11 à une date ultérieure)	École nationale d'administration publique	1	Québec	125 \$
Symposium international sur les soins de santé sécuritaires	Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec	1	Québec	488 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite (CARRA)	Commission scolaire de la Capitale	1	Québec	250 \$
Formation de porte-parole en studio	Fernandez communication inc.	3	Québec	3 600 \$
Journée de l'Appui 2016	L'Appui pour les proches aidants d'aînés	1	Québec	50 \$
Accompagnement en coaching	Consultants CPLD	1	Québec	2 370 \$
Présentation sur les différentes approches féministes autochtones	Widia Larivière	18	Québec	800 \$
Formation en accessibilité sur InDesign et Acrobat Pro	Sarobas	1	Québec	875 \$
Programme de soutien aux études – MBA	Université Laval	1	Québec	1 140 \$
Programme de soutien aux études – Certificat en communication publique	Université Laval	1	Québec	1 167 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
FICHE DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

158.	Concernant le Conseil du statut de la femme, pour les trois dernières années financières : a) liste des effectifs en poste, ventilés par région; b) budget alloué, ventilé par grandes catégories; c) liste des avis remis au gouvernement.
------	--

Question **158**

Concernant le Conseil du statut de la femme, pour les trois dernières années financières :

a) liste des effectifs en poste, ventilés par région;
 b) budget alloué, ventilé par grandes catégories;
 c) liste des avis remis au gouvernement.

Réponse :

a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région

Veuillez vous référer à la réponse de la question 15 j).

b) Budget alloué, ventilé par grandes catégories**2016-2017**

RÉMUNÉRATION	FONCTIONNEMENT*	INVESTISSEMENTS	TOTAL
2 259 300 \$	1 007 000 \$	24 500 \$	3 290 800 \$

*Ce montant exclut l'amortissement.

c) Liste des avis remis au gouvernement**Données du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017**Avis

- L'égalité entre les sexes en milieu scolaire – Décembre 2016

Recherche

- L'engagement des femmes dans la radicalisation violente – Octobre 2016

Mémoire

- Les femmes et la retraite : perspectives pour elles du projet de réforme du Régime de rentes du Québec – Janvier 2017

Lettres-commentaires

- Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2017-2022 – Mai 2016
- Accessibilité aux soins périnataux pour les femmes migrantes – Juillet 2016
- Planification de l'immigration au Québec pour la période 2017-2019 – Août 2016
- Projet de loi n^o 108, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics – Septembre 2016
- Projet de loi n^o 62, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes – Novembre 2016
- Projet de loi n^o 113, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements – Novembre 2016
- Avis d'intention du gouvernement du Canada portant sur la procréation assistée – Novembre 2016